Document généré le 5 juil. 2025 20:57

Les Cahiers de lecture de L'Action nationale

Les Cahiers de lecture de L'Action nationale

Dis-moi comment tu empruntes

MARC VALLIÈRES. *Le Québec emprunte. Syndicats financiers et finances gouvernementales (1867-1987)*, Québec, Septentrion, 2015, 429 pages

Simon Vézina

Volume 10, numéro 3, été 2016

URI : https://id.erudit.org/iderudit/82547ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)
1929-5561 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Vézina, S. (2016). Compte rendu de [Dis-moi comment tu empruntes / MARC VALLIÈRES. *Le Québec emprunte. Syndicats financiers et finances gouvernementales (1867-1987)*, Québec, Septentrion, 2015, 429 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, *10*(3), 5–6.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2016

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

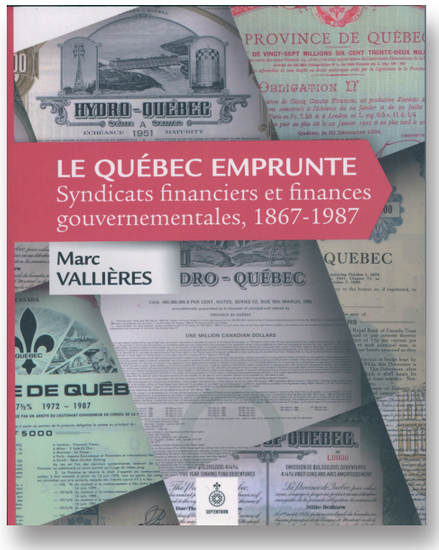
Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

RÉFÉRENCE

DIS-MOI COMMENT TU EMPRUNTES

Simon Vézina
Maîtrise histoire économique, prix de l'IREC 2015



MARC VALLIÈRES
LE QUÉBEC EMPRUNTE. SYNDICATS FINANCIERS ET FINANCES GOUVERNEMENTALES (1867-1987)
Québec, Septentrion, 2015, 429 pages

> Les finances... c'est le point essentiel et le plus intéressant du gouvernement. C'est par le moyen des finances qu'on fait tout; sans elles, on ne saurait rien faire. C'est de là que dépend le soulagement ou l'accablement des peuples.
>
> Sully

Si l'ouvrage de Marc Vallières n'a pas le côté captivant que peut avoir une bonne biographie politique, il n'en demeure pas moins un ouvrage historique essentiel pour qui s'intéresse à la destinée du Québec. En effet, toute politique d'État – et de ses sociétés d'État et institutions publiques comme les universités et les hôpitaux – s'accompagne d'une politique financière requérant un financement et l'emploi du crédit.

Mais où emprunta le Québec – province ne contrôlant pas la politique monétaire – entre la Confédération et 1987? Dans quel marché, par l'intermédiaire de qui et à quel coût emprunta-t-il? Les syndicats financiers et les prêteurs purent-ils acquérir une influence sur la politique québécoise en tant que créditeurs de l'État? Ce dernier put-il développer des actions au cours de son histoire pour amoindrir l'emprise des acteurs du marché sur la politique québécoise et ainsi le doter d'une plus grande marge de manœuvre dans son action?

Fort d'une recherche exhaustive dans les archives du gouvernement du Québec et autres prospectus financiers pour combler les manques ou les portes fermées de certaines archives, Marc Vallières nous convie à retracer l'histoire des emprunts de l'État québécois dans ce qui restera certainement un ouvrage de référence sur la question.

Le livre se divise en trois chapitres représentants des périodes bien distinctes des sources de crédit de l'État québécois. La première période est celle où l'Empire britannique, avec la Cité de Londres en son centre, dominait le crédit mondial et, a fortiori, le crédit d'une province d'une de ses colonies. Dans ce contexte, le Québec, où pendant très longtemps son ministre des finances fut anglophone, peu importe le parti au pouvoir, pouvait se prévaloir de garanties impériales accordées aux Colonies et accéder au marché londonien par l'entremise de syndicats composés de diverses banques et maisons de courtage. Parmi elles, on notera la place centrale de la Banque de Montréal (BMO) qui devint aussi à cette époque le banquier du gouvernement, et ce, jusqu'à la fin du XX^{e} siècle, sauf pour un interlude duplessiste qui opta pour la Banque Royale et la Banque Provinciale, plus proches des conservateurs.

Fort d'une recherche exhaustive dans les archives du gouvernement du Québec et autres prospectus financiers pour combler les manques ou les portes fermées de certaines archives, Marc Vallières nous convie à retracer l'histoire des emprunts de l'État québécois dans ce qui restera certainement un ouvrage de référence sur la question.

La principale raison de l'endettement à l'époque – comme pour le reste du pays par ailleurs – fut le financement du train, qui nous rappelle, si besoin en était, que l'intervention de l'État dans l'économie ne date pas du XX^{e} siècle comme le voudrait une certaine historiographie. Ceci donna lieu à une particularité propre au Québec. Lorsque le gouvernement du Québec entreprit la construction d'une ligne de chemin de fer sur la Rive-Nord du fleuve St-Laurent dans les années 1870, la crise économique et les attaques contre le projet par la compagnie rivale, le Grand Trunk, financé par la puissante banque Baring, réduisit le crédit disponible à Londres. Le gouvernement chercha alors de nouvelles avenues. Ceci mena non seulement à un premier et rare emprunt canadien réalisé aux États-Unis au XX^{e} siècle – pays encore globalement débiteur à cette époque –, mais engagea même le gouvernement conservateur de Chapleau et par la suite le Parti libéral d'Honoré Mercier à aller chercher du crédit en France, ce qui n'alla pas sans agacer les intérêts britanniques. Relation qui par ailleurs prit fin avec le départ de Mercier pour ne se renouveler que dans les années 1960.

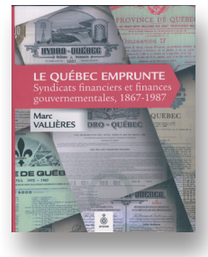
Notons d'emblée qu'étant donné la nature de son ouvrage, l'auteur ne peut aller en profondeur dans l'examen d'épisodes clés comme celui-ci où l'on peut clairement percevoir les jeux d'influences qui s'exercent entre les milieux financiers et politiques. Les divers épisodes relevés dans le livre mériteraient des monographies dans le sillon de celle d'Andrew Smith, qui dans son excellent livre *British Businessmen and Canadian Confederation, Constitution Making in an Era of Anglo-Globalization* retrace le rôle des intérêts financiers – distincts des intérêts industriels – britanniques dans l'avènement de la Confédération canadienne. L'ouvrage indique cependant suffisamment aux lecteurs les enjeux et les forces en présence qui influèrent le cours des politiques.

La seconde période débute lors de la Première Guerre mondiale alors que le crédit britannique s'assèche et se voit remplacer par celui des États-Unis de manière définitive au Canada. La période de 1915 à 1960 est aussi marquée par l'essor du crédit et de l'épargne canadiens auxquels l'État québécois peut s'abreuver, principalement par l'entremise d'institutions anglo-canadiennes, bien que quelques firmes franco-canadiennes commencent à tirer leur épingle du jeu. Valable pour les toutes les périodes, la question de la partialité des milieux financiers devint plus aiguë sous le gouvernement de Duplessis. Même si son régime pratiquait une orthodoxie budgétaire exemplaire – aux yeux des banquiers – et avait une dette moindre qu'en Ontario, son gouvernement n'en payait pas moins des taux d'intérêt aussi élevés que dans la province voisine. Ceci soulève une question à laquelle il est difficile de répondre: le taux d'intérêt reflétait-il seulement de pures considérations économiques ou d'autres critères entraient-ils en jeu, comme des considérations culturelles et/ou politiques?

C'est dans la troisième période, soit de 1960 à 1987, que les frictions entre les banquiers anglo-canadiens et les bâtisseurs du Québec modernes firent surface – pour de courtes périodes – dans l'espace public et menèrent à la création de nouvelles options de financement inédites pour le gouvernement du Québec. Menée entre autres par de jeunes économistes comme Jacques Parizeau, c'est l'époque la plus intéressante de son histoire financière, où les serviteurs publics surent créer et doter le Québec d'ins-

suite à la page 6

suite de la page 5



truments financiers lui permettant de canaliser l'épargne privée québécoise pour le bien public – comme le faisait depuis longtemps Ottawa – et pour soutenir le développement économique du Québec. La Caisse de dépôt et placement, plus importante création de cette époque, permit une certaine émancipation de l'État en assurant un financement direct de l'État (court-circuitant ainsi les intermédiaires), tout en le dotant d'un instrument lui permettant d'intervenir sur les marchés pour défendre les titres de la province contre les agissements parfois réfractaires de créditeurs anglo-canadiens, pas toujours sympathiques au politique économique du gouvernement, comme lors de la nationalisation de l'électricité.

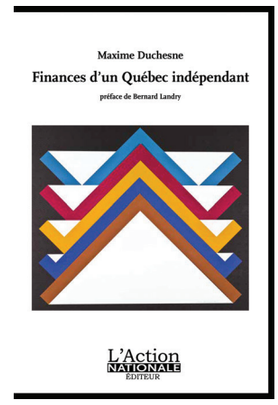
C'est aussi une période qui vit la montée des institutions financières québécoise, tant dans leur rôle dans les syndicats s'assurant de pourvoir en crédit l'État et ses diverses institutions relevant de lui que comme banquier du gouvernement, lorsque finalement, en 1980, une banque québécoise, la Banque Nationale – qui dût sa survie dans les années 1920 grâce au renflouement par l'État –, remplaça la BMO. Comme l'auteur le souligne, c'est l'État québécois qui a permis l'essor des institutions financières québécoises par les services financiers qu'il pouvait lui confier tout en ayant lui-même besoin d'eux. Une synergie dont on a tort de se priver au nom du dogme libéral.

Hélas, avons-nous envie de dire, si l'épargne québécoise s'avéra une nouvelle source de crédit importante pour le gouvernement dans cette période, elle ne semble pas suffisante pour combler les besoins du gouvernement. Il tâcha donc de diversifier ses sources de crédit : depuis de nouveaux réseaux américains jusqu'au Japon en passant par la Suisse.

Si l'auteur souligne l'intérêt qu'eurent ces nouvelles options de crédit international pour contourner les contraintes attachées aux sources traditionnelles, il semble par contre négliger les nouvelles contraintes que les consortiums banquiers internationaux imposent aux États, qui s'incarnent bien souvent sous forme de plan d'ajustement structurel ou de mesures d'austérité désastreuses pour le développement économique, la croissance et la justice sociale.

À un moment où les questions de la dette occupent une place importante dans l'espace public, ce livre est un ouvrage nécessaire pour tout citoyen voulant comprendre les mécanismes d'emprunt de l'État québécois et mettre de la lumière sur des questions financières qui trop souvent sont réservées à un cercle d'initiés malgré leur importance cruciale dans l'action des États. ❖

Maxime Duchesne (préface Bernard Landry)
Finances d'un Québec indépendant
Montréal, L'Action nationale Éditeur, 2016, 104 pages



Un petit livre remarquable, intitulé *Finances d'un Québec indépendant*, a été lancé à Montréal le jeudi 12 mai. Publié par L'Action nationale éditeur, il est l'œuvre du jeune chercheur Maxime Duchesne. Estimant l'ensemble des revenus qu'un Québec indépendant percevrait et l'ensemble des charges additionnelles qu'il assumerait, en partant de l'hypothèse qu'il fournirait à la population québécoise les mêmes services que ceux qui sont présentement offerts, il établit de manière rigoureuse la viabilité des finances publiques d'un Québec indépendant.

Sur le plan de la méthode, ce livre s'inscrit dans la continuité des travaux qui ont été réalisés sur ce sujet depuis ceux de la commission Bélanger-Campeau (1991), parmi lesquels les travaux du Secrétariat à la restructuration en 1995 et l'étude dirigée par François Legault, intitulée *Finances d'un Québec souverain* en 2005. Il se base sur les données des Comptes publics du Canada et du Québec, de Statistique Canada, de l'Institut de la statistique du Québec et d'un nombre considérable d'autres sources gouvernementales, toutes dûment citées et dont plusieurs sont vérifiables en ligne. Il conclut que le Québec est aujourd'hui en meilleure posture financière qu'il ne l'était en 1995 pour réaliser son indépendance. Il estime que le déficit budgétaire oscillerait entre 1 et 2 % du Produit intérieur brut pour la période allant de 2015 à 2020, ce qui ferait du Québec l'un des États ayant le meilleur résultat à ce chapitre parmi les pays avancés.

Nul ne sera surpris de ce que l'annonce de la publication de ce livre et de ses résultats encourageants ait été immédiatement accueillie par le concert d'opprobre des ténors habituels du « Québec bashing », comme on a pu le lire dans *Le Devoir* du 13 mai dans l'article de Marco Fortier intitulé « Des avantages financiers à se séparer du Canada ? Une étude de la SSJB ne convainc pas les économistes ». Mis à part le caractère tendancieux de ce titre qui étend « aux » économistes ce qui n'est le fait que de certains d'entre eux, nous retrouvons dans les propos de ceux qui sont cités les lieux communs que sont la présentation d'un Québec plus pauvre que les autres provinces et vivant à leurs crochets, ayant une croissance plus faible et faisant face au choc démographique en tant que société parmi les plus vieillissantes du monde, autant de facteurs qui seraient amplifiés par « les inévitables turbulences » qui suivraient l'accession à l'indépendance.

N'en déplaise à ces détracteurs, les lecteurs et lectrices du livre seront certes appelés à faire l'effort d'une lecture difficile, mais y trouveront matière à appuyer solidement leur appréciation de la capacité du Québec à assumer son avenir.

Louis Gill
Économiste, professeur retraité de l'UQAM

ENJEUX DE CONNAISSANCE

(tous les numéros sont en vente à la boutique : **action-nationale.qc.ca**)